



Union Départementale

engagée, solidaire ▶

Communiqué de presse de l'Union départementale CGT du Rhône et de la Métropole de Lyon

Les réquisitions à la Raffinerie de Feyzin, ne peuvent servir de caution pour bafouer les règles de sécurité et le respect des salariés grévistes !

Les réquisitions de salariés de la raffinerie de Feyzin ont commencé ce lundi 17 octobre 2022 et se sont poursuivies le 19 et le 20 octobre 2022. Nous continuons à les dénoncer fermement.

Dans un mépris le plus total vis-à-vis de ses salariés et de leurs familles en venant chez un salarié à 23h30 alors que celui-ci devait prendre son poste à 4h du matin soit 4h30 plus tard ! C'est intolérable et de l'abus de pouvoir avec le non respect des conditions de travail de ses salariés qui n'exerce que légitimement leur droit de grève.

Nous apprenons que le groupe Totalenergies, à Feyzin, pour se venger de l'action légitime des salariés, profite des réquisitions de la Préfecture du Rhône, pour bafouer, le code du travail et toutes les consignes de sécurités du site de Feyzin.

Ainsi le géant Totalenergies a abusé des réquisitions pour faire sortir du site des produits pétroliers sans appliquer les procédures de sécurité légitimement draconiennes.

Les capteurs qui mesurent les concentrations de gaz dans l'air étaient en alarme hier après-midi accusant un environnement explosif suite à des concentrations élevées dans l'atmosphère au détriment de la sécurité du personnel réquisitionné du site et des populations environnantes.

Ne pas tenir compte des règles de sécurité pour pouvoir sortir plus rapidement des produits pétroliers est inadmissible. Nous condamnons fermement le risque énorme pour pouvoir alimenter plus rapidement les stations-services et nous exigeons le respect du code du travail et des règles de sécurité.

Tout ceci n'est pas la volonté des arrêtés préfectoraux contrairement à l'interprétation des responsables de Totalenergies qui use de manière irresponsable de ces arrêtés restant néanmoins sous la responsabilité du Préfet notre territoire.

Nous en appelons à la responsabilité des pouvoirs publics qui ne peuvent laisser faire et laissé ces risques perdurés pour les salariés et la population.

Au-delà de l'empressement de ravitaillement des stations-services il en va d'un risque imminent pour de nombreuses vies humaines.

Si un drame devait arriver la CGT sera le rappeler et demandera des comptes aussi bien aux autorités qui laisse faire ainsi qu'aux responsables du groupe Totalenergies.

Ce communiqué vous alerte pour éviter un accident majeur sous l'autorité du gouvernement au travers des réquisitions.

Notre Union Départementale CGT ne peut rester muette face à ces agissements que ce soit sur le risque imposé au salariés réquisitionnés, aux salariés grévistes ou non, présents sur le site, aux populations environnantes et exigeons que la Préfecture intervienne au plus vite avant qu'un drame ne survienne.

L'Union Départementale CGT tient à apporter son entier soutien aux salarié-es en lutte pour leurs revendications et leurs droits.

Lyon, le 20 octobre 2022.